



DOSSIER DE PRESSE

4 avril 2023

POUR UNE NOUVELLE UNION NATIONALE DES ÉTUDIANT·ES DE FRANCE : L'UNION ÉTUDIANTE.

“L'étudiant est un jeune travailleur intellectuel. [...] En tant que jeune, l'Étudiant a droit à une prévoyance sociale particulière dans les domaines physique, intellectuel et moral [...], a le devoir de s'intégrer à l'ensemble de la Jeunesse Nationale et Mondiale. [...] En tant que travailleur, l'étudiant a droit au travail et au repos dans les meilleures conditions et dans l'indépendance matérielle, tant personnelle que sociale, garantie par le libre exercice des droits syndicaux. [...] En tant qu'intellectuel, l'Étudiant a droit à la recherche de la vérité et à la liberté qui en est la condition première [...], a le devoir de chercher, de propager et défendre la vérité, ce qui implique le devoir de faire partager et progresser la culture et de dégager le sens de l'histoire ; de défendre la liberté contre toute oppression, ce qui, pour l'intellectuel, est la mission la plus sacrée. ”

Par ces mots, le 25 avril 1946, la Charte de Grenoble consacrait le syndicalisme étudiant comme force de transformation sociale avec l'UNEF comme appareil majoritaire. Les années ont passé et les victoires du syndicalisme étudiant ont été nombreuses. S'inscrivant à l'avant-garde de la jeunesse sur des sujets et des luttes majeurs comme le féminisme ou l'antiracisme et offrant un cadre d'émancipation pour les étudiant·es, le syndicalisme étudiant s'est imposé en France comme incontournable. Il a également permis de faire reculer des gouvernements, comme en 1986 contre le projet de loi Devaquet ou en 2006 contre le Contrat premier embauche (CPE).



Force est de constater que le syndicalisme étudiant - à travers son appareil majoritaire - a connu un certain déclin dans la dernière décennie. Depuis plusieurs années, l'UNEF fait face à de nombreuses problématiques, tant dans son fonctionnement interne que dans sa capacité à être présente sur tout le territoire et à l'initiative de mobilisations, qui amoindrissent sa capacité à être entendue. En 2016, l'UNEF a perdu sa place de première organisation représentative étudiante face à un modèle corporatiste incapable de défendre efficacement les droits étudiants et complice des politiques de libéralisation de notre enseignement supérieur. Deux départs conséquents du syndicat en 2019, liés à un manque de démocratie interne et à des discriminations politiques ont montré les limites du modèle organisationnel de l'UNEF. Ces dysfonctionnements ont abouti à la fracturation du mouvement syndical étudiant. D'anciennes sections locales de l'UNEF et des syndicats locaux ont continué à faire vivre l'héritage de l'Union nationale des Etudiants de France en dehors de l'appareil de l'UNEF. L'Alternative s'est créée en 2019 avec une large partie de ces organisations souhaitant se doter d'un outil à même de défendre les droits des étudiantes à la suite de l'adoption de la loi ORE et des mobilisations particulièrement fortes qu'elle a entraînés. Forte de son implantation locale, l'Alternative a pu se faire une place incontournable en 2021 comme deuxième organisation représentative étudiante au CNESER, dépassant l'UNEF.

Parallèlement, les directions successives de l'UNEF n'ont pas su tirer les leçons des départs de 2019. Malgré les promesses d'une refonte du fonctionnement interne du syndicat, celle-ci n'a pas eu lieu et la direction s'est renfermée sur elle-même. A cela se sont ajoutés dans la période récente des comportements violents de membres de la direction, direction qui s'est avérée incapable de les condamner et de réguler les désaccords internes. Face à ces problématiques graves, de nombreux dirigeant-es et militant-es se sont insurgé-es depuis octobre, usant de tous les moyens à leur disposition au sein du syndicat, pour faire entendre leur voix. Après plusieurs mois de bataille interne, ils et elles n'ont pu que constater l'impossibilité d'obtenir gain de cause, en lien avec les défaillances d'une démocratie interne et le renfermement sur soi du reste de la direction.

L'HISTOIRE EST LÀ QUI NOUS OFFRE UNE CHANCE.

Aujourd'hui, l'Alternative et la majorité de la tendance en direction de l'UNEF font le choix de s'unir. S'unir pour faire vivre les combats historiques de l'Union Nationale des Etudiants de France, tout en se distinguant d'une UNEF actuelle illégitime et au fonctionnement délétère. S'unir, pour créer un syndicat fort, qui se bat efficacement pour l'autonomie de la jeunesse et la démocratisation de l'enseignement supérieur. S'unir, pour que les étudiant-es puissent faire entendre leur voix à travers un syndicat combatif, de terrain, au fonctionnement transparent, démocratique et inclusif.



FÉDÉRER PAR L'ACTION.

La bataille actuelle contre la réforme des retraites nous oblige. Semaine après semaine, la jeunesse déferle partout en France et en nombre contre un projet profondément injuste et une nouvelle dérive autoritaire du Président de la République. La mobilisation ne cesse de se poursuivre et se nourrit de la colère d'une jeunesse à qui l'on ne répond que par le mépris et la répression. Là où le syndicalisme étudiant est fort, à Rennes, Marseille, Lille, Strasbourg, où la conscientisation et la politisation sont un travail de tous les jours, dans les Outre-mer, à Brest, à Sciences Po, Tours ou Grenoble, le terrain est propice à la construction d'un mouvement étudiant massif. Pour cette raison, l'ensemble de nos organisations ont appelé à la réunion d'une Coordination syndicale étudiante qui s'est tenue à la mi-janvier, permettant de construire une mobilisation unitaire sur nos lieux d'études loin des guerres de chapelle et des batailles de logos. Cette action unitaire, inédite dans la dernière décennie, a permis d'amplifier massivement la mobilisation pour atteindre le nombre record de 141 lieux d'études mobilisés au moins une fois en mars. En parallèle de cela, la direction de l'UNEF s'est confortée dans une action timide et n'a pas su imposer ses mots d'ordre. Le combat contre la réforme des retraites n'est pas fini et la réunification du mouvement étudiant que nous opérons nous permettra d'obtenir une victoire dans cette bataille et toutes celles à venir. L'Histoire nous l'a prouvé à maintes reprises, l'unité syndicale permet d'obtenir les plus belles victoires. La tâche qui nous attend est donc grande.

La séquence sur la réforme des retraites doit être lue comme le dernier souffle d'un régime en bout de course. En passant en force, en bafouant la démocratie et en attaquant nos libertés, Emmanuel Macron a d'ores et déjà entamé la fin de son second quinquennat. Jamais nous n'avons été aussi proches de lui infliger une défaite considérable et que nous voulons durable. L'heure est à la réunification du mouvement étudiant pour multiplier nos forces et renforcer nos capacités d'action et d'analyse.

S'ORGANISER, LUTTER, S'ÉMANCIPER.

Nous faisons le pari de l'union pour l'avenir du mouvement étudiant, loin de toutes velléités de division. Les luttes à mener nous poussent à réfléchir notre organisation selon les objectifs qui se dressent à nous. L'Union Étudiante fait le choix d'une organisation démocratique, transparente, qui respecte les individus dans leur engagement. L'Union Étudiante implique toutes ses organisations membres dans la prise des décisions stratégiques à l'échelle nationale à travers leur présence dans un conseil d'administration.



Les taux de participation aux élections étudiantes et taux d'adhésions à nos syndicats étudiants sont certes en nette progression mais ne sont pas à la hauteur des enjeux. Nous devons nous astreindre à des objectifs plus ambitieux pour nous organiser concrètement sur nos lieux d'études et permettre à chaque étudiant·e de pouvoir se saisir de l'outil syndical. Plus encore, nous considérons le syndicalisme étudiant comme un formidable cadre d'éducation populaire qui se doit d'être représentatif et de permettre l'émancipation de toutes et tous, représenté·es comme représentant·es. Trop longtemps les classes populaires, les personnes racisées, les femmes et minorités de genre, les personnes en situation de handicap ont été exclues des instances dirigeantes, ont subi des divisions du travail injustes et ont souffert de leur engagement.

La tâche qui nous incombe est donc grande et les étudiant·es ont besoin d'un syndicat étudiant à la hauteur des attaques qu'ils subissent. Nous en sommes convaincu·es : après la pluie le temps est beau !

NOUS SOMMES AUJOURD'HUI PRÉSENT·ES DANS

51 ÉTABLISSEMENTS

MODÈLE FÉDÉRAL AVEC

1 ORGANISATION = 1 VOIX

**UN CONSEIL
D'ADMINISTRATION**
QUI SE RÉUNIT 1X PAR MOIS

**UN TEXTE
D'ORIENTATION**
VOTÉ ET AMENDÉ 1X TOUS LES DEUX ANS



RENOUER AVEC LE SYNDICALISME ÉTUDIANT DE TRANSFORMATION SOCIALE REPENSER UN TRIPTYQUE HISTORIQUE.

DÉFENDRE.

Les six années de mandat d'Emmanuel Macron ont été marquées par la mise en place puis le renforcement de la sélection à l'Université, une précarité et une paupérisation écrasante de la jeunesse et une inaction totale des gouvernements successifs en termes de politiques publiques de jeunesse. Le service public de l'enseignement supérieur s'est vu attaqué de toute part. Les frais d'inscription des étudiant-es étranger-es ont été multipliés par seize et des menaces concernant des hausses de frais pour l'ensemble des étudiant-es ont été portées à plusieurs reprises, remettant fortement en cause notre modèle de quasi-gratuité de l'enseignement supérieur et avançant la généralisation de la hausse des frais d'inscription. L'instauration de la sélection à l'entrée de la licence avec Parcoursup a marqué un autre mouvement de fermeture de notre enseignement supérieur. Combinée au choix délibéré du gouvernement de sous-financer nos universités dans un contexte de hausse démographique, cette décision conduit chaque année des milliers de jeunes à ne pas avoir d'inscription ou à suivre une formation par défaut. Plus encore, nous devons aujourd'hui nous armer face à de nouvelles attaques contre nos droits étudiants et être en capacité de poser des lignes et des revendications claires dans le sens de l'autonomie et de l'émancipation de la jeunesse pour influencer les politiques publiques et construire un rapport de force suffisant avec le gouvernement.

Les chantiers à mener sont nombreux pour démocratiser l'enseignement supérieur et mettre en protection sociale la jeunesse. Nous faisons ici le choix de cibler particulièrement celui de la précarité étudiante, au lendemain des annonces ministérielles concernant une réforme des bourses que l'on nous a fait miroiter six années pour un résultat décevant, loin des attentes et des besoins étudiants. L'urgence est grande : des étudiant-es dorment dehors, sautent des repas, ne se soignent pas, sont obligés de travailler en parallèle de leurs études pour survivre et certains tentent même de mettre fin à leur jour. Toutes et tous plient sous le poids d'une inflation galopante et d'un chef de l'Etat qui ne gouverne que pour les plus riches. Des mesures fortes doivent être prises. La mise en place d'une allocation d'autonomie pour toutes et tous, à hauteur de 1128€ par mois minimum, est essentielle pour permettre de reconnaître l'étudiant-e comme jeune travailleur-se en formation et répondre à l'aspiration de la jeunesse à l'autonomie.



INFORMER.

Notre rôle de syndicaliste est celui d'informer les étudiant-es sur leurs droits, de les aider dans leurs démarches et dans leurs demandes. Face à une réforme des retraites des plus injustes, injustifiées et brutales, nos organisations se sont coordonnées pour dresser des alternatives à ce contre-projet et réaliser un travail de pédagogie auprès des étudiant-es. Nous considérons qu'il est de notre devoir de continuer à politiser et conscientiser les étudiant-es sur la société qui les englobe. Plus encore, nous savons que c'est lorsque nos organisations sont fortes que nous arrivons à structurer la contestation, la frustration et la colère étudiante pour transformer l'essai et obtenir des victoires.

Depuis le début de l'année, nos organisations membres mettent en place en ce sens localement :

- des permanences quotidiennes,
- des tables d'accès aux droits et de gestion des cas individuels
- des campagnes de sensibilisation et de revendications pour mener la bataille culturelle, en organisant des festivals féministes ou anti-racistes par exemple.

ORGANISER LA SOLIDARITÉ.

Nos universités se doivent d'être des lieux d'étude comme des lieux de vie et notre tâche de syndicaliste ne doit pas se limiter aux murs des universités. Ces dernières années, nos organisations syndicales ont dû se transformer en banque alimentaire, agissant comme rustine face à une précarité insupportable et un abandon de la jeunesse par le gouvernement. Ces distributions n'ont pas cessé et le mercredi 29 mars encore nous en organisons une au pied de l'Assemblée nationale pour confronter les responsables de cette situation à la réalité. Nous ne sommes pas là pour panser les plaies de l'abandon des étudiant-es, c'est au gouvernement d'agir concrètement et structurellement face à l'urgence de la précarité étudiante.

Organiser la solidarité c'est être présent au quotidien pour créer du lien, de la sociabilité et avoir ainsi un impact sur le corps étudiant :

- en participant à des bourses aux livres,
- en organisant des épiceries gratuites,
- en créant des tiers-lieu et des bars associatifs, etc.



UNE UNION ÉTUDIANTE OUVERTE SUR LA SOCIÉTÉ.

Fidèle à la grande histoire du syndicalisme étudiant, notre organisation porte fièrement les aspirations de toute une génération en tant qu'organisation de jeunesse. L'Union Étudiante prendra pleinement part aux luttes qui animent la jeunesse et permettra un cadre de formation et d'éducation populaire. Au-delà de la lutte contre la précarité et de la défense d'un enseignement supérieur libre d'accès, nous portons d'autres combats essentiels : les luttes féministes, anti-racistes, écologistes et contre toutes les discriminations.

Premièrement, les politiques xénophobes menées ces dernières années et la dédramatisation du Rassemblement national doivent nous alarmer. Les attaques et violences physiques dont nombre de nos militant·es font les frais durant ce mouvement social ne font que confirmer que la menace fasciste est déjà bel et bien là. La bataille contre la réforme des retraites fragilise le gouvernement et il est de notre devoir de faire en sorte que cela ne profite pas à l'extrême-droite qui est tout autant un ennemi du mouvement social. Le contexte actuel nous pousse d'autant plus à lutter pour défendre nos libertés les plus fondamentales contre toute dérive autoritaire et contre toute discrimination.

Deuxièmement, nous lutterons contre toutes les discriminations. Le syndicalisme étudiant doit être au cœur des luttes féministes - et inversement. Nous revendiquons l'égalité en tout point et ne tolérons en aucun cas les violences sexistes et sexuelles dans nos organisations, nos universités et la société. Nous combattons les LGBTI+phobies et défendons un enseignement supérieur inclusif. Cette inclusivité passe également par le fait de veiller à rendre l'Université pleinement accessible aux étudiant·es en situation de handicap.

Aussi, nous lutterons activement contre les discriminations visant à restreindre les droits de certain·es étudiant·es sur des motifs purement racistes. L'Université doit être ouverte à toutes et tous, comme le reste de notre société. Nos organisations doivent prendre le combat antiraciste à bras le corps afin de proposer et produire des discours et des politiques à même de lutter contre toutes les formes de racisme, des plus violentes et agressives aux plus insidieuses et ordinaires.

Enfin, un chantier essentiel de notre génération est celui de l'environnement. En ce sens, notre organisation se dressera en pionnière pour mener la bifurcation écologique. Dans nos universités, en permettant à toute une génération d'être qualifiée et formée à ces enjeux, en défendant un enseignement supérieur indépendant des grandes entreprises polluantes et en diminuant l'impact environnemental de nos établissements dans la société, en agissant pour en finir avec l'inaction climatique et en portant des revendications ambitieuses aux côtés des acteurs et actrices mobilisé·es sur le sujet.



Pour faire entendre la voix de la jeunesse sur l'ensemble de ces combats, nous appelons les étudiant-es à s'engager et à rejoindre un mouvement de réunification historique.

LES PROCHAINES DATES ET ACTIONS DE L'UNION ÉTUDIANTE.

S'inscrivant dans le cadre d'un mouvement social historique, la réunification du milieu étudiant nous permettra d'amplifier la mobilisation dans les jours et semaines à venir. Nous avons obtenu une première victoire syndicale avec l'augmentation du nombre de boursier-es et l'augmentation des montants des aides. Si ces annonces sont en-deçà de nos attentes et de nos besoins, elles prouvent que la mobilisation paie. Organisons-nous !



LE 6 AVRIL

MOBILISATION INTERSYNDICALE CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES. RETROUVEZ NOS CORTÈGES PARTOUT EN FRANCE.



SEMAINE DU 10 AVRIL

JOURNÉE D'ACTION SUR TOUS LES LIEUX D'ÉTUDES POUR UN 49.3 ÉTUDIANT.



22 ET 23 AVRIL

CONGRÈS FONDATEUR DE L'UNION ÉTUDIANTE À PARIS.

